année politique suisse

DOKUMENTATION · ANALYSE · DIFFUSION

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Dossier **Dossier: Jahresstudien «Sicherheit»**

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Burgos, Elie
Clivaz, Romain
Porcellana, Diane
Schnyder, Sébastien
Schubiger, Maximilian

Bevorzugte Zitierweise

Burgos, Elie; Clivaz, Romain; Porcellana, Diane; Schnyder, Sébastien; Schubiger, Maximilian 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Dossier: Jahresstudien «Sicherheit», 2002 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 02.07.2025.

Inhaltsverzeichnis

Enquête « Sécurité 2002 »	1
Enquête « Sécurité 2003 »	1
Enquête « Sécurité 2004 »	2
enquête « Sécurité 2005 »	2
Enquête « Sécurité 2006 »	3
enquête « Sécurité 2007 »	3
enquête «Sécurité 2008»	4
enquête «Sécurité 2009»	5
enquête «Sécurité 2010»	5
Jahresstudie „Sicherheit 2011"	6
Jahresstudie „Sicherheit" 2012	7
Jahresstudie „Sicherheit" 2013	8
Jahresstudie „Sicherheit" 2014	8
Jahresstudie „Sicherheit" 2015	9
Jahresstudie „Sicherheit" 2016	10
Jahresstudie „Sicherheit" 2017	10
Jahresstudie «Sicherheit» 2018	11
Jahresstudie «Sicherheit 2019»	11
Étude «Sécurité» 2020	12

Abkürzungsverzeichnis

VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
EU	Europäische Union
WEA	Weiterentwicklung der Armee
NATO	North Atlantic Treaty Organization
GSoA	Gruppe für eine Schweiz ohne Armee
MILAK	Militärakademie an der ETH Zürich
CSS	Center for Security Studies

DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ONU	Organisation des Nations unies
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
EPF	École polytechnique fédérale
UE	Union européenne
DEVA	Développement de l'armée
OTAN	L'Organisation du traité de l'Atlantique nord
GSsA	Groupe pour une Suisse sans Armée
ACAMIL	Académie militaire à l'EPF de Zurich
CSS	Center for Security Studies

Enquête « Sécurité 2002 »

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 04.09.2002
ROMAIN CLIVAZ

L'étude **« Sécurité 2002 »**, publiée par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, **a indiqué un recul de la volonté de coopération internationale des Suisses**. Ce sondage, réalisé en février 2002 sur la base d'un échantillon représentatif de 1201 personnes, a montré que 53% des sondés (6% de moins que lors de la dernière enquête) approuvaient un rapprochement avec l'UE et 40% l'adhésion. L'OTAN a vu sa cote baisser encore plus nettement. Une entrée dans l'organisation ne séduisait plus qu'un cinquième des participants (-8%) et le rapprochement qu'un tiers (-11%.). Concernant une ouverture du pays, 27% (-5%) y étaient favorables même en cas de perte de souveraineté, alors que 39% (+5%) l'acceptaient, mais sans perte de souveraineté. La confiance en l'armée n'a pas baissé et elle était considérée comme nécessaire par 71% des sondés, la milice (50%, en progression de 5%) étant préférée à une armée de métier (40%, en recul de 5 %). Une large majorité des sondés (86%) se sentait en sécurité, malgré les événements de l'automne 2001 (attentats du 11 septembre, tuerie de Zoug, grounding de Swissair et incendie du Gothard). [1]

Enquête « Sécurité 2003 »

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 19.08.2003
ROMAIN CLIVAZ

L'enquête annuelle réalisée par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, intitulée « Sécurité 2003 », a révélé que **les Suisses se sentaient en sécurité chez eux**. L'étude s'est basée sur deux sondages, l'un réalisé avant le début de la guerre en Irak (février), l'autre après (avril). Le sentiment de sécurité à l'intérieur des frontières s'est renforcé entre le premier et le second sondage. Le pourcentage de personnes se sentant très en sécurité est passé de 82% en février, à 88% en avril. La situation internationale tendue a semblé redonner ses lettres de noblesse à la neutralité. La proportion de personnes estimant qu'elle nous protège est passée, en trois ans, de 48% à 61%. Le soutien à son abandon a chuté de 10 points depuis 1998 à 10%. Cette neutralité était toutefois différenciée dans la mesure où de nombreux sondés se sont opposés à prendre parti dans des conflits militaires, tout en soutenant une prise de position dans les conflits politiques (69%, soit 9% de plus qu'en 2002). La perception traditionaliste de la neutralité, conçue comme une fin en soi, a progressé à 34%. Un des auteurs de cette étude a parlé du « syndrome de l'escargot », les citoyens se retirant dans leur coquille en cas de danger. En matière de relations internationales, les solutions liées au droit international public, et susceptibles d'empêcher la guerre, ont été largement plébiscitées (près de 90%). L'attitude des Etats-Unis d'Amérique, se présentant comme les garants de l'ordre mondial, a été largement désapprouvée (80%). A l'inverse, l'ONU, perçue comme dépositaire du droit international public, a vu son prestige augmenter de manière spectaculaire entre les deux sondages, passant d'un soutien de 65% à 79%. Le niveau de soutien à l'OTAN et à l'UE a suivi une dynamique inverse et s'est approché de celui constaté en 1993. Concernant l'OTAN, un rapprochement a été approuvé par 27% des sondés en février et l'adhésion en a convaincu 16%. L'UE a également perdu de son attrait, avec 48% des participants qui souhaitaient un rapprochement. Ce taux était le plus bas depuis 1989. Quant au soutien à l'adhésion, il n'avait jamais été aussi bas à 33%. Entre les deux sondages, la guerre en Irak ayant certainement influencé les esprits, le nombre de personnes favorables à un accroissement de la collaboration internationale et à une plus grande ouverture du pays est passé de 38% à 54%. Le soutien à l'armée de milice a été confirmé. Alors qu'en 2000, les partisans d'une professionnalisation étaient aussi nombreux que ceux du système de milice, ces derniers étaient plus nombreux trois ans plus tard avec 53% d'avis favorables (contre 37% soutenant une armée de métier en avril). Cette institution était cependant plus perçue comme une organisation polyvalente, que comme un instrument de défense militaire. Concernant ses divers engagements, la défense nationale (39%) semblait moins importante que l'appui à la police ou aux gardes frontières (63%) ou encore que la protection de conférences internationales (59%). [2]

Enquête « Sécurité 2004 »

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.08.2004
ELIE BURGOS

Comme chaque année, une étude, intitulée **« Sécurité 2004 »**, a été menée en Suisse sur le thème de la sécurité par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) en collaboration avec le DDPS. Les sondés, 1200 Suisses ayant le droit de vote, ont été interrogés une première fois au mois de février, puis une seconde fois au mois en mars après les attentats terroristes de Madrid. Les enseignements de cette étude sont nombreux. Tout d'abord, **les Suisses se sentent globalement en sécurité**. Ce sentiment a d'ailleurs augmenté de 3% par rapport à l'année précédente (85% contre 82). Malgré les attentats de Madrid, ça n'est pas la question du terrorisme qui a préoccupé le plus les citoyens interrogés, mais la sécurité de l'emploi et la sécurité sociale (AVS, assurance chômage), deux aspects considérés à la fois comme très importants et relativement menacés. Ensuite, il apparaît que seule une faible majorité des Suisses approuve la nécessité d'avoir encore une armée. Les doutes à ce sujet sont surtout présents chez les jeunes entre 18 et 29 ans. Parmi ceux qui sont en âge de servir, seuls 41% pensent que l'armée est nécessaire (soit 18% de moins qu'en 2003). 49% des sondés (contre 40% en 2003) se disent en outre favorables à la suppression de l'obligation de servir. Quant aux jeunes adultes, ceux-ci sont favorables à 61% à une armée de métier et à 67% à une armée de milice basée sur le volontariat. De manière générale, l'armée de milice compte davantage de partisans que l'armée de métier, respectivement 48% (5% de moins qu'en 2003) contre 43% (+6%), cette dernière étant avant tout exigée par ceux qui ne considèrent pas l'institution comme nécessaire. Une personne sur deux estime par ailleurs que l'armée devrait venir au secours de la police. Pour terminer, le sondage met en lumière que plus de la moitié des personnes interrogées (54%) estiment que les dépenses pour l'armement sont trop élevées. Une personne sur cinq environ pense même que « beaucoup trop » d'argent est dépensé pour la défense du pays et seulement 5% des sondés sont d'avis que l'armée doit avoir plus d'argent à disposition. En ce qui concerne la tradition qui veut que chaque citoyen possède une arme et des munitions à domicile, il n'y a plus guère que 49% des personnes interrogées qui l'approuve, contre 57% en 1989. Cet état de fait est sans doute à mettre en corrélation avec la volonté d'une grande majorité de celles-ci de renforcer le contrôle de la vente d'armes en Suisse. [3]

enquête « Sécurité 2005 »

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 03.09.2005
ELIE BURGOS

Pour la première fois en Suisse, les partisans d'une armée de métier sont plus nombreux que ceux en faveur d'une armée de milice. C'est la principale information qui découle de l'enquête « Sécurité 2005 », un sondage représentatif mené chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), en collaboration avec le DDPS. Ce rapport est cependant riche en enseignements divers. 87% des Suisses (2004 : 86%) interrogés affirment se sentir « très en sécurité » ou « plutôt en sécurité ». Six personnes sur dix croient qu'un rapprochement avec l'UE contribue à garantir la sécurité nationale, et autant de sondés trouvent que la Suisse devrait mettre à disposition des troupes de paix onusiennes pour des engagements à l'étranger. La perception de la menace terroriste est, quant à elle, plus faible par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne les tâches de l'armée, les Suisses interrogés s'attendent plutôt à une augmentation des engagements de soutien à la police au détriment de la défense du territoire. Dans cette enquête, seulement 44% de la population (2004 : 52%) approuve encore la protection des ambassades par l'armée. L'envoi de soldats suisses à l'étranger est soutenu par 91% des Suisses. Toutefois, pour la première fois depuis 1999, les personnes interrogées privilégient les engagements s'inscrivant uniquement dans le cadre de missions d'appui sans armes aux engagements de maintien de la paix avec des soldats armés pour l'autodéfense. Peu importe sa forme, la nécessité d'une armée est plébiscitée par 65% des Suisses, un taux stable par rapport à l'année précédente. Si la moitié des sondés – soit moins qu'en 2004 – pense néanmoins encore que les dépenses d'armement sont trop élevées, seuls 29% (25% d'Alémaniques et 38% de Romands) se disent cependant d'accord de supprimer les obligations militaires et de renoncer à toute forme de service obligatoire. La transformation des obligations militaires des hommes en un service obligatoire avec

option entre service militaire et autres services recueille 74% d'approbation. Par contre, 49% des sondés seulement soutient l'idée d'étendre les obligations militaires aux personnes de sexe féminin. [4]

Enquête « Sécurité 2006 »

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.08.2006
ELIE BURGOS

Les résultats de l'enquête « Sécurité 2006 », une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), ont été rendus publics au mois d'août. Quelque **88% des Suisses interrogés** (2005 : 87%) **affirment se sentir « très en sécurité » ou « plutôt en sécurité »**. Au niveau de la confiance dans les autorités et les institutions, l'armée est la seule institution à enregistrer un net gain de confiance en 2006. La moitié des citoyennes et citoyens (48%) approuve un engagement des soldats de milice pour la garde des ambassades, l'autre moitié (52%) y étant opposée. Le nombre de personnes qui se déclarent favorables à un rapprochement avec l'OTAN est en constante hausse : 42% l'approuvent (2005 : 37%), alors que l'idée d'une adhésion à cette institution ne recueille que 25% d'avis favorables (+ 3%). Environ 70% des personnes interrogées se déclarent d'accord avec le maintien de l'armée en Suisse (notamment dans l'hypothèse d'une guerre en Europe occidentale), même si elles sont 73% à croire que la Suisse ne pourrait pas se défendre seule si une guerre éclatait. Comme les années précédentes, et même si cette approbation perd du terrain depuis 2002, une majorité des Suisses se prononce pour des engagements volontaires de soldats suisses à l'étranger. Seuls 17% (+ 9%) sont strictement opposés à toute forme d'engagement. Près de la moitié des sondés donne sa préférence pour les engagements de maintien de la paix avec des soldats armés pour l'auto-défense. Lors de ce sondage, deux personnes sur trois déclarent spontanément que la défense et l'aide en cas de catastrophe sont les principales tâches de l'armée. La nécessité de l'armée suisse a recueilli, dans la moyenne de la population, un taux de 75%, ce qui constitue une augmentation de 10% par rapport à 2005. Par contre, ce taux est resté constant (56%) au sein de la population des 20 à 29 ans. Comme par le passé (l'année 2005 faisant figure d'exception), une légère majorité des personnes interrogées favorise l'armée de milice (51% ; + 7%) aux dépens de l'armée de métier (46% ; + 0%). Le service long est également plébiscité par une majorité des sondés. La transformation des obligations militaires des hommes en un service obligatoire recueille 85% d'avis favorables, contre 74% en 2005, la possibilité de choisir la forme de service (civil ou militaire) atteignant un degré d'approbation élevé. Au niveau des dépenses d'armement, si 47% (- 4%) des sondés estiment que l'armée dépense « trop » ou « beaucoup trop », 8% des sondés jugent, quant à eux, que l'armée a trop peu d'argent à disposition. [5]

enquête « Sécurité 2007 »

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.08.2007
ELIE BURGOS

Au mois d'août, les résultats de l'**enquête « Sécurité 2007 »**, une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), ont été rendus publics. Comme les années précédentes, la grande majorité des Suisses interrogés affirme se sentir «très en sécurité» ou «plutôt en sécurité» (86% ; –2% par rapport à 2006). Seule une minorité des personnes interrogées approuve une coopération militaire plus étroite avec l'OTAN et l'UE. Le plus envisageable serait alors un rapprochement avec l'OTAN: 39% (–3%) des citoyens se disent «tout à fait d'accord» ou «plutôt d'accord» avec cette option. Seule une minorité des sondés pourrait imaginer une adhésion de la Suisse à l'OTAN (21% ; –4%) ou une participation de la Suisse à la construction d'une armée européenne (26% ; –13%). 61% (+7%) des personnes interrogées se déclarent en outre «tout à fait d'accord» ou «plutôt d'accord» avec la proposition selon laquelle la Suisse devrait «s'engager activement pour les affaires de l'ONU». 78% (–5%) de celles-ci sont par ailleurs favorables à des engagements volontaires de soldats à l'étranger. L'approbation des engagements de maintien de la paix avec des soldats armés pour l'autodéfense a, quant à elle, baissé en 2007 (38% ; –9%), contrairement aux engagements s'inscrivant uniquement dans le cadre de missions d'appui avec des soldats non-armés qui, eux, enregistrent une

acceptation plus élevée (34% ; +3%). Seule une minorité continue d'opter pour la participation de soldats suisses à des engagements au combat (6%, +1%). 22% (+5%) des sondés refusent, de leur côté, toute forme d'engagement de soldats suisses en dehors des frontières suisses. Baromètre de l'acceptation de la force armée suisse, la question sur la nécessité de l'armée suisse a recueilli un taux d'acceptation plus bas que les années précédentes. En février 2007, seuls 61% des personnes interrogées considèrent que l'armée est «très nécessaire» ou «plutôt nécessaire», alors qu'à la fin octobre 2006 encore 73% partageaient cet avis, soit un pourcentage bien plus élevé. Une majorité de Suisses (47% ; +1%) s'est déclarée favorable à une armée de métier plutôt qu'à une armée de milice. Cette dernière ne convainc d'ailleurs que 44% des sondés, soit une baisse de 7% par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne l'obligation de servir, près d'une personne sur deux (48% ; +7%) estime que celle-ci devrait être abolie et que le service militaire devrait être désormais volontaire. Sur la question des dépenses de l'armée, si toujours plus de personnes interrogées sont d'avis que le budget alloué à cette dernière est «raisonnable» (39%), 49% (+2%) pensent que l'on dépense «trop» ou même «beaucoup trop» d'argent pour l'armement. Pour seulement 7% (–1%) des sondés, l'armée a trop peu d'argent à disposition. [6]

enquête «Sécurité 2008»

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.08.2008
ELIE BURGOS

Au mois d'août, les résultats de l'**enquête «Sécurité 2008»**, une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), ont été rendus publics. En 2008, le sentiment général de sécurité des Suisses est le plus élevé enregistré depuis 1991 (+4% par rapport à 2006): 90% des personnes interrogées affirment se sentir «très en sécurité» ou «plutôt en sécurité». Concernant l'évaluation des divers engagements militaires dans le cadre d'alliances et de l'ONU, une tendance à la baisse est constatée depuis trois ans. Au premier rang, seules les troupes suisses onusiennes de maintien de la paix obtiennent un taux d'approbation majoritaire (54% ; +0%). En deuxième position suit l'acceptation d'un rapprochement avec l'OTAN (34% ; -5%). Les taux d'approbation des engagements à l'étranger de soldats suisses volontaires armés pour l'autodéfense se rapprochent de celles de l'année précédente (39% ; +1%), de même que ceux des engagements de soldats non armés accomplissant des missions purement humanitaires (35% ; +1%). Comparé à 2007, le nombre des opposants aux engagements à l'étranger est de nouveau en léger recul (20% ; -2%). Baromètre de l'acceptation de l'armée suisse, la question sur la nécessité de celle-ci montre une acceptation de nouveau nettement plus élevée comparé au point le plus bas enregistré en 2007. 69% (+8%) des personnes interrogées sont d'avis que l'armée est «absolument indispensable» ou «plutôt indispensable». Seuls 13% des sondés estiment que l'armée pourrait être purement et simplement supprimée. Après avoir crû pendant cinq ans, le pourcentage des Suisses partisans d'une armée de métier s'est effondré (41% ; -6%). Par contre, le nombre des sondés en faveur de l'armée de milice croît de 44% à 51% par rapport à l'année précédente. De son côté, le nombre des sympathisants de la suppression de l'obligation de servir et de l'introduction d'un service militaire volontaire a nettement diminué par rapport à 2007, de 48% à 42%. Sur la question des dépenses de l'armée, si toujours plus de personnes interrogées sont d'avis que le budget alloué à cette dernière est «raisonnable» (42% ; +3%), près d'une sur deux (45% ; -6%) jugent toutefois que ces dépenses sont trop ou beaucoup trop élevées. L'opinion en faveur des armes d'ordonnance à domicile, en constante baisse depuis près de vingt ans, ne récolte que 34% d'approbation. Quant à l'acquisition de nouveaux avions de combat en remplacement des F-5 Tiger, elle ne recueille pas l'approbation de la majorité. Seuls 42% de toutes les personnes interrogées approuvent en principe cette acquisition, 49% y sont opposés (28% «la refuse plutôt» et 21% «la refuse»). L'étude précise que cette situation correspond environ à la répartition des opinions relevées en 1992, soit une année avant l'acquisition du F/A-18. [7]

enquête «Sécurité 2009»

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.03.2009
SÉBASTIEN SCHNYDER

Au mois de mars, les résultats de l'**enquête «Sécurité 2009»**, une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich (EPFZ), ont été rendus publics. En 2009, le sentiment général de sécurité des Suisses a atteint le pic enregistré en 2008: 90% des personnes interrogées ont affirmé se sentir «très en sécurité» ou «plutôt en sécurité». Seul 1 % des Suisses ne se sentaient «pas du tout en sécurité». En ce qui concerne les engagements militaires dans le cadre d'alliances et de l'ONU, les engagements dans le cadre de l'ONU ont continué à être plus soutenus qu'une coopération en matière de politique de sécurité dans le cadre de l'OTAN ou d'une armée européenne. Ainsi, le taux d'approbation des troupes suisses de promotion de la paix au profit de l'ONU était majoritaire (53% en 2009, soit -1% par rapport à 2008) mais restait toutefois en diminution constante, tandis qu'une augmentation du taux d'approbation d'un rapprochement avec l'OTAN s'est dessinée (38%, +4%) sans pour autant plébisciter une adhésion au traité lui-même (21%). La proportion d'avis favorable aux engagements armés à l'étranger a quant à elle diminué par rapport à l'année précédente (36%, -3%). Concernant les collaborations au sein de l'Europe, seule une minorité des sondés a souhaité que la Suisse participe à la constitution d'une armée européenne (24%) et les opinions restaient majoritairement favorables à des coopérations multiples avec des Etats européens même si la tendance était significativement à la baisse depuis 2001. En matière d'autonomie nationale, si une moitié des sondés a considéré que la Suisse ne devait compter que sur sa propre défense nationale (50%, -3%), une majorité d'entre eux a estimé que la sécurité nationale était de plus en plus influencée par d'autres Etats (52%, 0%). Au demeurant, l'utilité de l'armée s'est elle renforcée par rapport à l'année précédente. Ainsi, une forte majorité des personnes interrogées était d'avis que l'armée était «absolument indispensable» ou «plutôt indispensable» (75%, +6%). Seul 13% des personnes sondées ont estimé que l'on pouvait supprimer l'armée. Le nombre de partisans d'une armée de métier est resté stable après le recul recensé l'année précédente (42%, +1%). Ils étaient de la sorte sensiblement moins nombreux que les partisans d'une armée de milice (51%, 0%). Par ailleurs, le nombre des sympathisants de la suppression de l'obligation de servir et de l'introduction d'un service militaire volontaire a enregistré un léger renforcement par rapport à 2008, de 42% à 44%. L'obligation de servir restait toutefois plus forte (47%). Depuis plusieurs années, la tendance indiquait que le budget alloué à l'armée était estimé trop élevé. Cependant, pour la première fois, une plus forte proportion des sondés a considéré les dépenses de l'armée «raisonnables» (46%, +4%) par rapport à ceux qui les ont jugées trop élevées (40%, -5%). L'efficacité de l'armée a été évaluée pour l'année sous revue par l'échantillon représentatif de la population suisse comme cela l'avait été fait en 1995, 1998 et 2003. Il en est ressortit que malgré une estimation positive de l'équipement (74%) et de l'instruction (59%), une minorité des sondés ont jugé la motivation des militaires comme «bonne» ou «plutôt bonne» (41%). Finalement, en comparaison avec les moyennes des années 1995 à 2009, l'armée a obtenu de moins bons résultats en terme de confiance de la part des sondés bien qu'ils lui aient accordé une confiance considérée comme moyenne. [8]

enquête «Sécurité 2010»

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2010
SÉBASTIEN SCHNYDER

Les résultats de l'**enquête «Sécurité 2010»**, une enquête d'opinion menée chaque année par le Centre de recherches sur la politique de sécurité et l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich (EPFZ), ont été rendus publics. Les personnes interrogées se sentent un peu moins en sécurité que l'année précédente. Seules 88% d'entre elles se déclarent sereines et optimistes concernant la sécurité personnelle et seulement 69% le sont au sujet de l'avenir du pays. Pareillement, 48% d'entre elles estiment que la situation internationale ne changerait pas. S'agissant de l'armée, 74% des sondés estiment que l'armée est nécessaire et 71% d'entre eux considèrent qu'il est utile qu'elle soit bien instruite et bien équipée. Toutefois, 46% la jugent trop volumineuse. La moitié des personnes interrogées estiment encore que le budget de la Défense doit se maintenir au même niveau que les années précédentes, alors qu'un cinquième juge qu'il doit augmenter et un autre cinquième qu'il doit

diminuer. Par ailleurs, le modèle de l'armée de milice est soutenu par 50% des sondés alors que celui d'une armée professionnelle par 44%. La suppression de l'obligation générale de servir a été défendue par 45% des personnes consultées (+1% par rapport à 2009). Au demeurant, les sondés semblent méfiants face aux engagements à l'étranger, seulement 56% d'entre eux les ont approuvés. A ce sujet, ils ne sont pas unanimes concernant les questions touchant le nombre, l'utilisation des armes, ainsi que l'impact sur la neutralité et la solidarité internationale. Les rapprochements politiques avec l'UE et l'OTAN sont vus avec scepticisme. Ils sont exclusivement appuyés par respectivement 50% et 40% de la population interrogée. Les adhésions à ces mêmes organisations ne sont soutenues respectivement que par 31% et 21% des citoyens consultés. Ainsi, leur majorité semble souhaiter le maintien d'une collaboration internationale sans lien institutionnel qui touche à la souveraineté helvétique. Du reste, 72% des personnes interrogées sont favorables au libre choix entre le service civil et militaire et 59% d'entre elles considèrent nécessaire de devoir justifier l'incorporation au service civil par des problèmes de conscience. Finalement, si la confiance en l'armée a augmenté de 0,2% par rapport à 2009, elle reste modeste tout en étant au-dessous de la moyenne des années précédentes. [9]

Jahresstudie „Sicherheit 2011"

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2011
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Landesverteidigung und Gesellschaft

Die **Jahresstudie «Sicherheit»**, die von der Militärakademie an der ETH Zürich und dem Center for Security Studies (CSS) jeweils gemeinsam publiziert wird, dient der Ermittlung der Meinungsbildung in den Bereichen Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik in der Schweiz. Aus der Studie 2011 ging hervor, dass sich die Schweizerinnen und Schweizer überwiegend sicher fühlen. Der Anteil jener, die sich «sehr» sicher fühlen, betrug 34 Prozent und nahm damit gegenüber dem Vorjahr um 5 Prozentpunkte zu. Weitere 56 Prozent der Befragten fühlen sich «eher» sicher. Die grösste Veränderung liess sich jedoch in der generellen Zukunftszuversicht feststellen. Der Optimismus im Hinblick auf die zukünftige Entwicklung der Schweiz stieg im Berichtsjahr stark an. Eine grosse Mehrheit von 84 Prozent beurteilte die Zukunft des Landes als positiv – 15 Prozentpunkte mehr als im Vorjahr. Dies ist der höchste ermittelte Wert seit Beginn dieser Erhebungsreihe. Eine **militärische Bedrohung der Schweiz** wurde von den befragten Schweizerinnen und Schweizern kaum befürchtet: Auf einer Zehnerskala (1 = überhaupt keine militärische Bedrohung und 10 = sehr grosse Bedrohung) lag die Wahrnehmung einer Bedrohung im Februar 2011 im Mittel bei 2.6. 61 Prozent der Befragten gaben an, keine (1) oder kaum eine (2) militärische Bedrohung wahrzunehmen.

Darüber hinaus wurde auch das **Vertrauen in Behörden und Institutionen** erhoben. Dabei lag, wie in den Jahren zuvor, die Polizei an der Spitze, während beispielsweise das Vertrauen in die Armee mittlere Werte erreichte. Die Einstellungen variierten aber je nach Geschlecht, Alter und politischer Einstellung der Befragten. Das Verhältnis zwischen Gesellschaft und Armee lässt sich zu einem gewissen Grad auch am Kenntnisstand der Stimmbevölkerung in Bezug auf die Auslandeinsätze der Streitkräfte abbilden. Dieser erwies sich laut dem Jahresbericht als gering. Der Swisscoy-Einsatz im Kosovo war der bekannteste, wobei 33 Prozent der Befragten angaben, wichtige oder einige Fakten zu kennen. Dieser Einsatz wurde positiv wahrgenommen (48 Prozent beurteilten diesen als Erfolg). Andere Einsätze der Schweizer Armee waren hingegen weniger bekannt.

Als weiterer Indikator zur Messung des **Verhältnisses der Schweizerinnen und Schweizer gegenüber der Armee** wurde im Bericht «Sicherheit 2011» die Einschätzung der Notwendigkeit und Bedeutsamkeit der Armee erhoben. Im Vergleich zum Vorjahr stieg die Zustimmung zur Notwendigkeit der Armee um 5 Prozentpunkte auf 79 Prozent an. Bemerkenswert war auch die Beurteilung seitens der 20 bis 29-Jährigen: Deren Meinung, die Armee sei «eher» oder «unbedingt» notwendig, stieg gegenüber 2010 um 15 Prozentpunkte an. In eine ähnliche Richtung ging die erstmals erhobene Einschätzung der Relevanz der Armee. 60 Prozent der Bevölkerung erachten es als wichtig, eine starke Armee zu haben. Ebenfalls zum ersten Mal wurde die Zufriedenheit mit der Armee erhoben. Auf einer Skala von 1 bis 10 erreichte die Armee im Schnitt eine Bewertung von 6. Dabei gaben sich am meisten Personen mit der Katastrophenhilfe im Inland zufrieden (84%). Demgegenüber glaubten jedoch bloss 43 Prozent der Befragten an die Verteidigungsfähigkeit der Armee und lediglich 35 Prozent vertrauten auf einen

erfolgreichen Schutz vor Terroranschlägen durch die Armee. Über die Frage, ob die Armee als Milizarmee oder als reine Berufsarmee ausgestaltet werden sollte, herrschte keine Einigkeit: 48 Prozent sprachen sich für eine Milizarmee aus, während 43 Prozent die Landesverteidigung eher in den Händen einer Berufsarmee sehen würden. In der Gruppe der 18 bis 29-Jährigen waren 57 Prozent eher für eine Berufsarmee. Das Prinzip der Wehrpflicht wurde mehrheitlich akzeptiert. Immerhin 38 Prozent der Schweizerinnen und Schweizer sprachen sich allerdings gegen die Wehrpflicht aus. 12 Prozent der Befragten sprachen sich für eine Abschaffung der Armee aus. [10]

Jahresstudie „Sicherheit" 2012

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2012
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Landesverteidigung und Gesellschaft

Auch 2012 wurde die **Jahresstudie «Sicherheit»** zur Ermittlung der Meinungsbildung in den Bereichen Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik in der Schweiz publiziert. Aus der von der Militärakademie an der ETH Zürich und dem Center for Security Studies (CSS) gemeinsam erstellten Studie ging hervor, dass sich die Schweizerinnen und Schweizer sicher fühlen und sich hinsichtlich der Entwicklung des Landes optimistisch zeigen. Zudem gaben wie im Vorjahr neun von zehn Befragten an, sich «sehr» oder «eher» sicher zu fühlen. Damit bestätigte sich der Befund aus dem vergangenen Jahr, als eine markante Steigerung des Sicherheitsempfindens verzeichnet wurde. Ähnliches wird auch in Bezug auf das Vertrauen in die Institutionen festgestellt: Die Werte des Vorjahres wurden weitgehend bestätigt. So genoss die Armee mit einem Wert von 6.3 (auf einer Skala von 1 bis 10) nach wie vor mittleres Vertrauen. Das Verhältnis zwischen Gesellschaft und Armee wurde durch die Einschätzung der Notwendigkeit und Bedeutsamkeit der Armee erhoben. Im Vergleich zum Vorjahr nahm die Zustimmung zur Notwendigkeit der Armee um 4 Prozentpunkte auf 75 Prozent ab. Die starke Zunahme der Unterstützung durch die 20 bis 29-Jährigen hat sich dabei etwas relativiert und gegenüber 2011 ebenfalls abgenommen. Sie lag nun bei 63 Prozent (–6 Prozentpunkte). Die zum zweiten Mal erhobene Zufriedenheit mit der Armee blieb mit 6.2 (Skala von 1 bis 10) auf dem Niveau des Vorjahres (6). Die Rolle der Armee kann 2012 als umstritten bezeichnet werden: 48 Prozent sprachen sich für eine Abschaffung der Wehrpflicht aus – 10 Prozentpunkte mehr als 2011. Die Gruppe derjenigen, welche einer Abschaffung der Armee zustimmen würden war ebenfalls um 4 Prozentpunkte auf 16 Prozent gewachsen. Über die Frage, ob die Armee als Milizarmee oder als reine Berufsarmee ausgestaltet werden soll, herrschte auch 2012 keine Einigkeit: 52 Prozent (+4 Prozentpunkte) der Befragten sprachen sich für eine Milizarmee aus, während unverändert 43 Prozent die Landesverteidigung eher in die Hände einer Berufsarmee legen würden. In der Studie «Sicherheit 2012» wurde zudem erstmals die Einstellung zur Vereinbarkeit von Militärdienst und Arbeitsleben erfasst. 58 Prozent der Befragten gaben dabei an, dass Militärdienstleistende auf die Unterstützung der Arbeitgebenden zählen könnten und 54 Prozent finden, dass die Mehrfachbelastung durch den Militärdienst bewältigbar sei. Der Anteil jener, die gar keine Unterstützung durch die Arbeitgeber orten, ist jedoch mit rund einem Drittel (32%) nicht unbedeutend. Ähnliches führte die Frage nach der Vereinbarkeit einer Milizkarriere mit dem Arbeitsleben zu Tage: Lediglich 37 Prozent sehen durch eine Offizierslaufbahn bessere berufliche Chancen. Gar ein Viertel der Befragten stimmte der Aussage zu, dass eine Milizkarriere Nachteile im Arbeitsleben mit sich ziehe. Die Studie wies überdies darauf hin, dass in verteidigungstechnischen Fragen direktdemokratische Prinzipien hochgehalten werden: 78 Prozent der Befragten hiessen gut, dass das «Schweizer Volk auch bei Militärfragen das letzte Wort hat». [11]

Jahresstudie „Sicherheit" 2013

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2013
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die jährlich von der ETH Zürich und dem Center for Security Studies (CSS) gemeinsam erstellte **Jahresstudie «Sicherheit»** zur Ermittlung der Meinungsbildung in den Bereichen Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik in der Schweiz lieferte Anfang 2013 verschiedene Befunde, insbesondere hinsichtlich der in der zweiten Jahreshälfte stattfindenden Volksabstimmung über die Volksinitiative der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee (GSoA) «Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht». 2013 gaben 72 Prozent der Befragten an, die Armee notwendig zu finden und 62 Prozent unterstützten die Forderung nach einer gut ausgerüsteten und gut ausgebildeten Armee. Diese Werte entsprechen den letztjährigen Ermittlungen. Signifikant hat sich jedoch die Meinung zur Aufhebung der Wehrpflicht gegenüber dem Vorjahr verändert: Nur noch 33 Prozent der Befragten sprachen sich für eine Abschaffung der Wehrpflicht aus, was einer Abnahme von 15 Prozentpunkten gegenüber dem Vorjahreswert entsprach. Dies war gleichzeitig ein sehr tiefer Wert, verglichen mit dem langjährigen Mittel. Ausgerechnet im Abstimmungsjahr genoss das gegenwärtige Wehrmodell damit einen komfortablen Rückhalt in der Bevölkerung. Damit einher ging eine schwächere Befürwortung einer Berufsarmee im Vergleich zum Vorjahr (37 Prozent, – 6 Prozentpunkte). Die Unterstützung der Milizarmee war leicht höher als im Vorjahr und wurde von 56 Prozent der Befragten angegeben (+ 4 Prozentpunkte). Die Beobachtung der letzten Jahre, dass die 20 bis 29-Jährigen, also die Kohorte der Wehrpflichtigen, eine Berufsarmee stärker befürworteten als die übrigen Altersgruppen, bestätigte sich und stand mit 56 Prozent auf dem Vorjahreswert. Zum zweiten Mal (nach 2011) wurde zudem das Vertrauen in eine allfällige Freiwilligenarmee abgefragt. 2013 gaben 46 Prozent an, einer Freiwilligenarmee zu vertrauen (2011: 51 Prozent). Ähnliche Resultate fanden sich bei der Haltung gegenüber alternativen Dienstmodellen. Die allgemeine Wehrpflicht für Männer, bei welcher dem Dienstpflichtigen eine freie Wahl zwischen Militär-, Zivil- oder Sozialdienst zugestanden würde, unterstützten 70 Prozent. Eine Ausweitung der Dienstpflicht auf Frauen wurde von 30 Prozent (+ 5 Prozentpunkte) und auf Ausländer von 25 Prozent (+ 2 Prozentpunkte) gutgeheissen. Weitere erfasste Meinungen betrafen die Notwendigkeit der Armee, die Zufriedenheit mit der Armee sowie deren Vereinbarkeit mit dem Arbeitsleben. Dass die Armee notwendig sei, wird von 72 Prozent der Befragten angegeben, was kaum eine Veränderung gegenüber dem Vorjahr bedeutet. Die Zufriedenheit mit der Armee blieb mit 6.1 (Skala von 1 bis 10) auf dem Niveau des Vorjahres (6.2). Hinsichtlich der Vereinbarkeit des Militärdienstes mit dem Arbeitsleben blieb die positive Wahrnehmung aus der Vorjahresbefragung bestehen: 62 Prozent (+ 4 Prozentpunkte) der Befragten betrachteten die Unterstützung der Militärdienstleistenden durch den Arbeitgeber als gegeben. Der Studie ist insgesamt auch zu entnehmen, dass sich 89 Prozent der Befragten sicher fühlen (– 1 Prozentpunkt). Das in den letzten Jahren beobachtete, mehrheitlich positive Sicherheitsempfinden zeigte sich also auch 2013. [12]

Jahresstudie „Sicherheit" 2014

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2014
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Auch Anfang 2014 publizierte die ETH Zürich ihre gemeinsam mit dem Center for Security Studies (CSS) jährlich erstellte **Jahresstudie „Sicherheit"** zur Ermittlung der Meinungen in den Bereichen Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik in der Schweiz. Augenfällig ist laut der Autoren eine markant positivere Einstellung der Schweizerinnen und Schweizer gegenüber der Armee. 80% der Befragten bejahen die Notwendigkeit der Armee, was einen Anstieg von 8 Prozentpunkten gegenüber 2013 bedeutet. Leicht verlagert hat sich hingegen die Einschätzung der Wehrpflicht. Gegenüber dem Vorjahr sprechen sich 37% für eine Abschaffung der Wehrpflicht zugunsten einer Freiwilligenarmee aus (+ 4 Prozentpunkte), 61% sind dagegen (eine Abnahme um 4 Prozentpunkte). Das Niveau von 2012 (48%) blieb jedoch noch immer weit unterschritten. Auch im Nachgang an die Wehrpflichtabstimmung blieb diese Haltung also gefestigt. Das bevorzugte Wehrmodell bleibt die Milizarmee, welche von einer Mehrheit von 61% (+ 5 Prozentpunkte) unterstützt wird. Einer Abschaffung der Armee stimmten im Berichtsjahr bloss noch 11% der Befragten zu (- 6 Prozentpunkte). Hinsichtlich der anstehenden Weiterentwicklung der Armee (WEA) ist interessant, wie sich die Befragten zu den Armeeausgaben äussern: 2014 hielten 49% die Kosten für

angemessen, was einen Anstieg von 5 Prozentpunkten und einen Höchststand seit 1986 bedeutet. Bei der Frage nach Bedrohungsformen stehen Cyber-Angriffe an der Spitze. Auf einer Skala von 1 bis 10 wurde die Eintretenswahrscheinlichkeit eines solchen Ereignisses durchschnittlich auf 5.4 geschätzt. Einen militärischen Angriff fürchten nur gerade 3% der Befragten. Damit einhergehend sehen Schweizerinnen und Schweizer die Funktion der Armee zunehmend in subsidiären Unterstützungs- und Sicherungseinsätzen, wie der Katastrophenhilfe im Inland oder der Unterstützung der zivilen Grenzwache und der Polizei. Auf einer Zehnerskala erreicht die Armee punkto Zufriedenheit mit ihren Leistungen eine Note von 6.3. Gemessen an der langjährigen Entwicklung erreicht zudem die Beurteilung der Verteidigungsausgaben einen Höchstwert: 49% sind 2014 der Auffassung, die Höhe der Ausgaben sei angemessen. Dieser Anstieg um 5% Prozentpunkte entspricht der Abnahme der letztjährigen Einschätzung, die Ausgaben seien zu hoch. Verglichen mit dem Vorjahr, zieht sich die insgesamt positivere Einstellung der Bevölkerung gegenüber der Armee durch alle Befragungsfelder der Studie. [13]

Jahresstudie „Sicherheit" 2015

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2015
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Landesverteidigung und Gesellschaft

Die Militärakademie der ETH hat 2015 wiederum zusammen mit dem Center for Security Studies die **Jahresstudie „Sicherheit"** publiziert. Die Autorinnen und Autoren stellten auch in diesem Jahr ein grundlegendes Gefühl der Sicherheit in der Schweizer Bevölkerung fest. Angst vor Bedrohungen wurde nur in geringem Mass erkannt und wenn, dann im Bereich der Datensicherheit oder bezüglich Cyber-Angriffen. Die Frage nach der Notwendigkeit der Armee wurde mit sehr hoher Zustimmung beantwortet und sogar die jüngste Alterskohorte befürwortete die Armee so deutlich wie noch nie in der dreissigjährigen Messperiode. Diese jüngeren Respondenten wiesen in dieser Periode einen Anstieg um 8 Prozentpunkte aus (74%; 2014: 66%). Insgesamt wurde auch das Modell der Milizarmee deutlich bejaht und einer reinen Berufsarmee vorgezogen, wobei bezüglich alternativer Dienstmodelle ambivalente Erkenntnisse gezogen werden mussten: Einerseits erhielt eine obligatorische Wehrpflicht nur für Männer eine hohe Zustimmung, andererseits sprachen sich ebenso viele Befragte gegen eine Umwandlung in eine obligatorische Dienstpflicht aus. Es konnten keine eindeutigen Schlüsse gezogen werden, ob ein Modell mit einer Dienstpflicht, die die Frauen mit einschliesst, auf Zustimmung stossen würde. Eine Wehrpflicht unter Miteinbezug weiblicher Dienstleistenden wurde mehrheitlich abgelehnt, so auch bezüglich der Ausweitung der Dienstpflicht für Ausländer. Einwohner ohne schweizerische Staatsbürgerschaft sollen gemäss dieser Meinungsumfrage auch nicht in den Zivil-, oder einen allfälligen Sozialdienst rekrutiert werden.
Bezüglich der Zufriedenheit mit der Armee wurde keine Veränderung gegenüber dem Vorjahr registriert. Sie verharrt auf durchschnittlich 6.3 Punkten auf einer Zehnerskala zwischen "überhaupt nicht zufrieden" und "sehr zufrieden". Was die Abschaffung der Wehrpflicht angeht, sprachen sich in der Selbsteinschätzung links Eingestellte und höher Gebildete stärker für eine solche aus. Weniger Gebildete und sich auf der Links-Rechts-Achse eher rechts einstufende Befragte stützten die Wehrpflicht hingegen eher. Insgesamt ist die Zustimmung zur Abschaffung der Wehrpflicht gegenüber dem Vorjahr um einen Prozentpunkt auf 38% gestiegen. Abnehmend hingegen ist die Haltung, dass die Schweiz zu viel für die Verteidigung ausgebe. Dies empfanden noch 33% der Befragten (-4 Prozentpunkte). Dass dagegen mehr ausgegeben werden sollte, gaben 16% an, was einer pointierten Steigerung um 7 Prozentpunkte bedeutet. Die Milizarmee als Dienstmodell wird von einer Mehrheit von 58% gutgeheissen (-3 Prozentpunkte), dies bedeutet den dritthöchsten Wert seit 1995. Die dienstpflichtige Kohorte der jüngeren Befragten (20–29-jährige) zeigte sich einer Berufsarmee deutlich stärker zugetan als noch im Vorjahr (48%, + 5 Prozentpunkte). Die Bevölkerung fühle sich sehr sicher und schaue zuversichtlich in die Zukunft, schlossen die Herausgeber der Studie. [14]

Jahresstudie „Sicherheit" 2016

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 01.01.2016
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Landesverteidigung und Gesellschaft

Die **Jahresstudie „Sicherheit"**, von der Militärakademie der ETH in Zusammenarbeit mit dem Center for Security Studies herausgebracht, lieferte auch 2016 Befunde über das Sicherheitsempfinden der Schweizer Bevölkerung. Dieses sei hoch, jedoch gegenüber dem Vorjahr signifikant gesunken. 86% der Befragten fühlten sich sicher, was einer Einbusse um 5 Prozentpunkte bedeutete. 20% fühlten sich "sehr sicher" (-9 Prozentpunkte) und 66% fühlten sich "eher sicher" (+4 Prozentpunkte). Um 5 Prozentpunkte hat der Anteil jener zugenommen, die sich unsicher fühlen (neu 14%).
Bezüglich der Verteidigungspolitik zeigte sich auch 2016 eine hohe positive Einstellung in der Bevölkerung gegenüber der Armee. Die Zustimmung zur Frage nach der Notwendigkeit der Armee ist um 4 Prozentpunkte gestiegen und kommt auf 84%, so hoch wie seit 1983 nicht mehr. Weniger Support äusserten jüngere Befragte, aber auch sie hielten die Armee mehrheitlich für notwendig (74%, +/-0). Zulegen konnte die Armee bei der Bewertung der Zufriedenheit. Auf der seit 2011 verwendeten Zehnerskala stieg diese um 0,2 Punkte auf ein Mittel von 6,5 Punkten, womit ein Höchstwert verzeichnet wurde. Eine Abschaffung der Wehrpflicht ist weiterhin nicht mehrheitstauglich und die Zustimmung für eine solche Abschaffung nahm weiter ab (-4 Prozentpunkte, neu 34%). Dieser Wert ist im langjährigen Vergleich sehr tief. Die finanziellen Mittel, die für die Verteidigung aufgewendet werden, seien in einer guten Grössenordnung. Dies befanden 48% der Befragten, eine leichte Steigerung gegenüber dem Vorjahr (+1 Prozentpunkt). Sowohl eine Erhöhung, als auch eine Senkung der Verteidigungsausgaben verloren an Sukkurs. Die Ansicht, die Schweiz gebe zu viel Geld für ihre Armee aus, wurde seltener geäussert und der in dieser Studie hierzu gemessene Wert erreichte einen historischen Tiefstwert.
Die Frage nach der Ausgestaltung der Dienstpflicht wurde etwa gleich wie im Vorjahr beantwortet, wobei sich 57% für die Milizarmee aussprachen (-1 Prozentpunkt) und 38% eine Berufsarmee befürworteten (+2 Prozentpunkte). Die Altersgruppe der Dienstpflichtigen stand dabei etwas weniger unterstützend für die Berufsarmee ein, als noch vor Jahresfrist (46%, -2 Prozentpunkte).
Der langjährige Optimismus im Sicherheitsempfinden der Schweizerinnen und Schweizer wich im Untersuchungszeitraum einer etwas pessimistischeren Haltung. Geopolitische Entwicklungen wurden für diese Trendwende verantwortlich gemacht. Damit einher gehend wurden spezifische Massnahmen zur Wahrung der inneren Sicherheit stärker befürwortet, als in früheren Jahren. Überdurchschnittlich hoch blieb das Vertrauen in die Institutionen und Behörden. Tendenziell höhere Zustimmungswerte verzeichnete die Armee. [15]

Jahresstudie „Sicherheit" 2017

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 26.05.2017
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Landesverteidigung und Gesellschaft

Die **Jahresstudie „Sicherheit"** wurde auch 2017 von der ETH Zürich erstellt und publiziert. Diese unter Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern durchgeführte Umfrage brachte teilweise neue Erkenntnisse gegenüber dem Vorjahr. So fühlten sich 93 Prozent der Befragten sicher. Der Wert ist heuer um 7 Prozentpunkte gestiegen, das Sicherheitsempfinden ist damit so hoch wie noch nie. Ebenso schätzten mehr Befragte als im Vorjahr die Zukunft der Schweiz optimistisch ein. Mit 82 Prozent hat auch dieser Wert um 7 Prozentpunkte zugenommen.
Bezüglich der Zufriedenheit mit der Armee konnten die Studienautoren noch immer positive Werte ausweisen. 82 Prozent der Befragten gaben an, die Armee sei notwendig. Zwar entsprach dies einer leichten Abnahme gegenüber dem Vorjahr, jedoch verharrte der Wert gemessen am langjährigen Mittel der Studienreihe auf überdurchschnittlichem Niveau. Das Modell der Milizarmee wurde dabei noch immer favorisiert und von 59 Prozent der Respondentinnen und Respondenten unterstützt (+ 2 Prozentpunkte). Bei der Kohorte der Wehrpflichtigen, sprich der 20-29 Jährigen, war indes die Befürwortung einer Berufsarmee höher. Sie betrug 49 Prozent (eine leichte Zunahme um 1 Prozentpunkt gegenüber 2016) und lag um 12 Prozentpunkte höher als in der Gesamtstichprobe (37 Prozent, -1 Prozentpunkt). Im Einklang mit diesen Einschätzungen standen auch die Äusserungen zu den Armeeausgaben, wobei gut die Hälfte der Befragten angab, diese seien genau richtig (49 Prozent), und gar 12 Prozent fanden, man könne noch mehr für die Verteidigung ausgeben. Gleichwohl befanden 34

Prozent der Befragten die Armeeausgaben als zu hoch (+ 3 Prozentpunkte). Die Zustimmung zur Abschaffung der Armee erreichte im Befragungszeitraum einen unterdurchschnittlichen Wert: 36 Prozent der Befragten sprachen sich dafür aus, gut zwei Drittel waren also für das Beibehalten des Dienstpflichtmodells. Bei dieser Frage konnte eine deutliche ideologische Linie ausgemacht werden: Wer sich selber politisch eher als links einstufte, gab eher an, für die Abschaffung der Wehrpflicht zu sein (57 Prozent). Politisch rechts Stehende gaben hingegen nur zu 22 Prozent an, die Wehrpflicht abschaffen zu wollen. Ebenfalls öffnete sich hierbei ein Röstigraben, da die Zustimmung zur Abschaffung der Wehrpflicht in der Romandie (50 Prozent) signifikant höher war als in der Deutschschweiz (32 Prozent). Ebenso zeigte sich eine Abstufung über die Altersgruppen hinweg: Je älter die Befragten waren, desto weniger Zuspruch erhielt das Postulat der Abschaffung der Wehrpflicht. Mit den Leistungen der Armee waren die Leute zufrieden: Auf einer Zehnerskala erhielt dieses Item den Wert 6.5, er befindet sich auf dem gleichen Niveau wie im Vorjahr.
Die Studie wurde im Januar 2017 bei 1'209 Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern telefonisch durchgeführt. [16]

Jahresstudie «Sicherheit» 2018

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.05.2018
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Man lebe in einer sicheren Schweiz, die armeefreundlich und wenig öffnungsbereit sei – dies das Kondensat der **Jahresstudie «Sicherheit»** 2018, die die Reihe der ETH Zürich und des Center for Security Studies (CSS) fortsetzt. Schweizerinnen und Schweizer fühlten sich noch sicherer als vor Jahresfrist; der Wert habe um 2 Prozentpunkte zugelegt und erreichte 95 Prozent. Bezüglich des Vertrauens der Befragten gab es erstmals einen Wandel, denn den Medien wurde 2018 mehr vertraut, als den Parteien. Erstere erreichten auf einer Zehnerskala den Wert 5.7, während die Parteien bei 5.4 verortet wurden. Ebenso liessen die Vertrauenswerte für das Parlament und für die Armee nach. Gleichwohl bleibt gemäss Aussage der Studienautoren die Einstellung gegenüber der Armee positiv. So gaben 81 Prozent an, die Armee sei notwendig, wobei die Milizarmee nach wie vor dem Modell einer Berufsarmee vorgezogen wird (Zustimmung von 56 Prozent). Auf Vorjahresniveau bewegten sich die Zufriedenheitswerte mit den Leistungen der Armee (6.3 auf der Zehnerskala, unverändert) und bezüglich der Verteidigungsausgaben, die gerade richtig seien (49 Prozent, ebenfalls unverändert).
Die Landesverteidigung in den Händen einer Milizarmee war also wiederum unbestritten. Wie stand es um die Ausgestaltung der Wehrpflicht? 36 Prozent sprachen sich für eine Abschaffung der Wehrpflicht aus, ein unveränderter Wert gegenüber der Vorjahresstudie. Seit 2013 zeigt sich jeweils, dass das Prinzip der Wehrpflicht wieder gut in der Bevölkerung verankert ist.
Auch für die Studie 2018 wurden Anfang Jahr über 1200 Stimmberechtigte telefonisch befragt. [17]

Jahresstudie «Sicherheit 2019»

Landesverteidigung und Gesellschaft

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 28.05.2019
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Die **Jahresstudie «Sicherheit 2019»** der ETH Zürich und des CSS wurde im Frühjahr 2019 herausgegeben und zeigte ein verändertes Sicherheitsbewusstsein der Schweizerinnen und Schweizer verglichen mit der Vorjahresperiode. 73 Prozent der Befragten gaben an, die Entwicklung der weltpolitischen Lage pessimistisch einzuschätzen (2018: 68 Prozent). Demgegenüber wurde die Zukunft in der Schweiz weiterhin optimistisch beurteilt. 86 Prozent der Respondentinnen und Respondenten äusserten diese Einschätzung, die damit auf dem hohen Niveau vom letzten Jahr verharrt (87 Prozent). Damit einhergehend war auch das Vertrauen in die Behörden und Institutionen angestiegen. Am besten schnitt die Polizei ab: Auf einer Zehnerskala wurde ihr ein Vertrauenswert von 8.0 zugeschrieben (plus 0.1 gegenüber dem Vorjahr). Nach den Gerichten (7.4, ±0.0) folgte der Bundesrat (7.1, +0.1). Weniger Vertrauen, aber dennoch mehr als im Vorjahr, wurde den Medien entgegengebracht (5.8, +0.1), wobei diese im langjährigen Verlauf am meisten Vertrauen dazugewonnen haben. Am wenigsten Vertrauen geniessen, wie im Vorjahr, die politischen Parteien (5.6, +0.2) – auch wenn deren Wert gegenüber der Vorjahresperiode am stärksten gestiegen ist.

Die Armee wurde mit einem Vertrauenswert von 6.6 versehen, was dem Vorjahreswert entsprach. So kamen die Studienautoren auch zum Schluss, dass die Bevölkerung dem Militär gegenüber nach wie vor positiv eingestellt sei. 79 Prozent der Befragten erachteten die Armee als notwendig (-0.2 Prozentpunkte). Die Alterskohorte der Stellungspflichtigen zeigte sich dabei am skeptischsten; ein Befund, der aus früheren Erhebungen bekannt war. Die Abschaffung der Armee wurde 2019 von 15 Prozent der Befragten unterstützt, was einer Zunahme von 3 Prozentpunkten gegenüber dem Vorjahr entsprach. Umgekehrt benannten weniger Personen die Armee als «notwendiges Übel» (41%, -3 Prozentpunkte) als zuvor. Für 43 Prozent der Leute spielte das Militär eine zentrale Rolle (unverändert). Dabei wurde die Ausgestaltung der Armee als Milizorganisation stärker befürwortet als eine reine Berufsarmee. Dieser Wert lag 2019 bei 60 Prozent, was einer Zunahme von 4 Prozentpunkten entsprach. Die Abschaffung der Wehrpflicht vermag weiterhin nicht zu überzeugen, etwas mehr als ein Drittel befürwortet diese (37%, +1 Prozentpunk). Eine besondere Entwicklung liess sich bei der Zufriedenheit mit den Leistungen der Armee feststellen: 2018 sank dieser Wert im Zuge der WEA, 2019 liess sich nun wieder eine höhere Zufriedenheit ausweisen. Sie stieg um 0.2 auf einen Wert von 6.5 (Zehnerskala) und erreichte damit wieder die Werte der Jahre 2016 und 2017. Vor dem Hintergrund dieser Werte attestierten die Autorinnen und Autoren der Studie der Armee ein positives Bild in der Bevölkerung. 2019 wurden über 1200 Schweizerinnen und Schweizer telefonisch befragt. [18]

Étude «Sécurité» 2020

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.06.2020
DIANE PORCELLANA

Landesverteidigung und Gesellschaft

L'Académie militaire (ACAMIL) et le Center for Security Studies ont présenté l'étude **«Sécurité» pour l'année 2020**, réalisée avant la crise du Covid-19. Sur les 1'200 personnes interrogées, 95% ont indiqué se sentir globalement en sécurité. Environ 86% envisageaient positivement les perspectives d'avenir. S'agissant de la situation politique au niveau mondial, 72% des interrogé.e.s se sont déclarées pessimistes. La confiance envers les institutions en Suisse reste élevée. Concernant la nécessité d'avoir une armée, 77% ont répondu que la Suisse devait disposer d'une armée – principalement pour la défense (44%), pour les prestations de sécurité (43%), pour l'aide en cas de catastrophe (30%), pour la protection de la population (8%) et pour l'appui aux manifestations (5%). Sur les 23 autres pour cent, 44% ont avancé douter de son efficience. L'étude s'est également penchée sur les connaissances en politique de sécurité. 45% des interrogé.e.s ont pu nommer le nom de la conseillère fédérale en charge du DDPS, 30% connaissaient le budget annuel actuel de l'armée et 47% ont indiqué avoir entendu parler du développement de l'armée (DEVA). L'erreur d'échantillonnage a été estimée à +/- 2.9%.

L'ACAMIL prévoit de réaliser un sondage complémentaire – reprenant des questions de l'étude précitée – afin d'analyser les effets directs ou indirects liés à la pandemie. En avril, la chaire de sociologie militaire de l'ACAMIL a examiné le thème «Médias sociaux en tant que canaux de communication de l'Armée suisse». Sur les 1'246 personnes interrogées, plus de personnes qu'à l'accoutumée estimaient l'armée suisse nécessaire (2020: 76%; 2019: 66%; 2018: 64%). 82% ont soutenu la déclaration selon laquelle l'armée épaulait les autorités civiles (2019: 70%; 2018: 71%). Alors qu'en 2019 52% des individus contactés s'estimaient satisfait des services rendus par l'armée, en 2019, ils étaient 63%. Enfin, la confiance en l'Armée suisse reste élevée (2020: 69%; 2019 et 2018: 61%). L'erreur d'échantillonnage a été estimée à +/- 2.8%. [19]

1) Presse du 4.9.02.
2) Presse du 19.8.03.
3) BaZ, 28.8.04; 24h, 28-29.8.04.
4) Presse du 3.9.05.
5) Karl W. Haltiner / Andreas Wenger et al., Sicherheit 2006, Forschungsstelle für Sicherheitspolitik der ETH Zürich und Militärakademie an der ETH Zürich, Zürich 2006. Voir aussi : NZZ, 25.8.06.
6) Lit. Haltiner; presse du 25.8.07.
7) Lit. Haltiner und Wenger (2008). Sicherheit 2008
8) Lit. Szvircsev Tresch und Wenger (2009). Sicherheit 2009
9) LT, 29.5.10.; Lit. Szvircsev Tresch und Wenger (2010). Sicherheit 2010.
10) Szvircsev Tresch et al. (2011). Sicherheit 2011.
11) Szvircsev Tresch et al. (2012). Sicherheit 2012.

12) Szvircsev Tresch et al. (2013). Sicherheit 2013.
13) lit. Szvircsev Tresch und Wenger (2014). Sicherheit 2014
14) Jahresstudie Sicherheit 2015
15) Jahresstudie Sicherheit 2016
16) Jahresstudie Sicherheit 2017; Medienmitteilung Bundesrat vom 26.5.17; AZ, BaZ, Blick, NZZ, SGT, TG, 27.5.17
17) Medienmitteilung Bundesrat vom 25.05.2018; Sicherheit 2018; CdT, 26.5.18; So-Bli, 27.5.18
18) Medienmitteilung BR vom 28.5.19; Sicherheit 2019; NZZ, 29.5.19
19) Communiqué de presse du DDPS du 29.6.20; ETH. Etude Sécurité 2020 du 29.6.20; AZ, 30.6.20